

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2, Quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 25/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PRESTIGE IMMOBILIERE DE PICARDIE

Le Bois Montbourcher
49220 Chambellay

Références : JCB/2024-0293
Code AIOT : 0006804779

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2024 dans l'établissement PRESTIGE IMMOBILIERE DE PICARDIE implanté ZAC de Prouxet Avenue Jean monnet 82400 Valence. L'inspection a été annoncée le 23/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site est effectuée dans le cadre de l'action nationale entrepôts.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRESTIGE IMMOBILIERE DE PICARDIE
- ZAC de Prouxet Avenue Jean monnet 82400 Valence
- Code AIOT : 0006804779
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site entrepôt situé zi de prouhet sur la commune de Valence d'Agen a été autorisé à partir de 2007. Après différents exploitants successifs, il est aujourd'hui la propriété du groupe BMG, nouvelle appellation de la société OREXIM.

Cet établissement devait être initialement constitué de 5 cellules de 6000 m². Il n'en comporte aujourd'hui, dans sa configuration définitive, que 4 pour une superficie couverte globale de 24 000 m².

Cette plateforme logistique est utilisée exclusivement par la société "GIFI". Elle mobilise l'équivalent de 80 emplois à temps complet et fonctionne uniquement en période diurne sur une plage horaire comprise entre 6h00 et 20h00.

Elle sert de base d'alimentation des magasins GIFI au SUD d'une ligne partant de la ville de La Rochelle jusqu'à Perpignan.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 LI Enregistrement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi inspection 03/2023	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 1	Demande d'action corrective	30 jours
2	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
4	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article I > 1.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 12	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 13	Demande d'action corrective	30 jours
12	Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)	Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 23	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 05/03/2024, article R.511-9	Sans objet
5	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article I.1 > 1.4	Sans objet
7	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 9	Sans objet
8	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 9	Sans objet
9	Eclairage	Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 16	Sans objet
13	EDD intègre les produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 1.2.1	Sans objet
14	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article Annexe VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives importantes sont attendues sur la thématique du risque incendie : gestion des stocks, conditions d'entreposage des aérosols, adéquation de l'extinction automatique, disponibilité des rapports de contrôle de détection incendie, plan de défense incendie. L'inspection propose une mise en demeure sur ces points

Par ailleurs, l'établissement doit faire l'objet d'une réactualisation de sa situation administrative au travers d'un dossier de porter à connaissance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi inspection 03/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Portée de l'autorisation
Prescription contrôlée : La société AMF QSE dont le siège social est ZAC Pôle Actif, 14 allée du piot, 30660 GALLARGUES,

est autorisée à exploiter un entrepôt logistique situé ZAC du Prouxet, avenue Jean Monnet à Valence d'Agen comportant les installations suivantes: Rubrique 1510.1, Entrepôts couverts, volume total 302490 m³ (environ 15000 tonnes de matériaux combustibles) régime Autorisation; Rubrique 1530.1: Dépôt de bois papier carton ou matériaux combustibles analogues; volume 60000 m³ (6000 à 12000 m³ par cellule ainsi que des palettes vides stockées dans l'entrepôt) => régime autorisation; Rubrique 2662.a: Polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de); 60000 m³ (entre 6000 et 12000 m³ de marchandises susceptibles de contenir des matières plastiques par cellule) => régime Autorisation; Rubrique 2663.1.a: Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de); 60 000 m³ (entre 6 000 et 12 000 m³ de marchandises susceptibles de contenir des produits à base de plastiques alvéolaires, par cellule) => Régime Autorisation; Rubrique 2663.2.a: Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de); 60 000 m³ (entre 6 000 et 12 000 m³ de marchandises susceptibles de contenir des matières plastiques, par cellule) => Régime Autorisation; Rubrique 2925: Ateliers de charge d'accumulateurs, puissance installée 200 kW => Régime Déclaration; Rubrique 2910.A: Combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse (...), puissance de l'installation 2 MW soit 1 chaudière au gaz naturel de 1,4 MW et 2 motopompes au GO de 0,6MW cumulé.

Constats relevés lors de la précédente inspection: L'exploitant doit porter à la connaissance des services préfectoraux le changement intervenu au profit de la société BMG. Il effectue cette formalité dans le respect des termes de l'article 13 de son arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant doit réaliser le positionnement de son site par rapport aux rubriques de la nomenclature ICPE en intégrant notamment les évolutions réglementaires induites par les évolutions relatives à la rubrique 1510.

Constats :

Le changement d'exploitant au profit de la société "Prestige Immobilière de Picardie" a été adressé auprès des services préfectoraux par courrier du 17 mai 2023. Afin de répondre à la demande formulée de l'inspection de 2023, un dossier de porter à connaissance est en cours de finalisation. Ce document permettra de positionner l'établissement par rapport aux rubriques de la nomenclature ICPE en tenant compte des conditions d'exploitation actuelle. L'analyse des éléments fournis conduira, non seulement, à réactualiser la situation administrative du site, mais également à quantifier ses impacts vis-à-vis des tiers dans la configuration existante. La rubrique principale correspondra aux activités de stockage classable en n°1510 sous le régime de l'enregistrement (environ 285 000 m³).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit finaliser et transmettre un dossier de porter à connaissance comportant l'ensemble des éléments pertinents permettant de procéder à la réactualisation de la situation administrative de son site. Ce dossier devra, entre autre, évaluer de manière précise les zones d'effets potentiellement atteintes lors d'un accident majorant et proposer les moyens de lutte efficace pour rendre les impacts acceptables. Ledit dossier doit être transmis avant fin avril 2024.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30jours

N° 2 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ; - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ; - la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les différents documents prévus par le présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées</p>
<p>Constats :</p> <p>Un dossier ICPE est à disposition sur le site. Toutefois, l'ensemble de ces documents nécessite une mise à jour de nature à prendre en compte les évolutions des conditions d'exploitation. Le porter à connaissance prochainement transmis aux services préfectoraux devra répondre à cette exigence. Il comportera notamment un complément d'étude thermique par rapport à une première mise à jour de l'étude de dangers réalisée en 2015.</p> <p>Aucun justificatif démontrant la réalisation d'une visite de l'assureur sur le site n'a pu être présenté en séance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conformément aux termes du point 1.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant doit tenir à disposition sur site les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur au sein de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30jours

N° 3 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/03/2024, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
Constats : L'établissement est appelé à être classé sous la rubrique 1510 en exclusivité pour ses activités de stockage. On ne note la présence d'aucun stockage sous température dirigée ainsi qu'aucun ERP au sein du périmètre du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article I > 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les

matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.
<p>Constats :</p> <p>La mise en place d'une application adaptée aux activités de stockage exercées sur le site est en cours de réalisation depuis juillet 2023. L'exploitant fait part en visite de difficultés de bon fonctionnement de ce suivi et il s'avère dans l'incapacité de donner un état des stocks le jour de la visite.</p> <p>Un recueil des fiches de données de sécurité sous forme papier est à disposition sur le site. Il fait état de 16 références. A terme, ces documents seront intégrés au logiciel de suivi des stocks.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit effectuer un suivi des quantités de stockage effectivement présentes sur le site en conformité avec les termes du point 1.4 II de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3mois

N° 5 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article I.1 > 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>

<p>Constats :</p> <p>Comme relevé au point précédent du présent rapport, aucune tenue de l'état des stocks n'a pu être présentée en séance, ce qui constitue un manquement grave à la réglementation. Le logiciel appelé à être mis en place pour régulariser la situation permettra d'obtenir à l'instant "T" les quantités des diverses substances et équipements présents au sein de l'entrepôt, cellule par cellule.</p> <p>Il est constaté le jour de l'inspection la présence de substances et autres produits dangereux dans des quantités marginales ne dépassant pas quelques dizaines de kg. Un positionnement par rapport aux rubriques 4XXX est effectué et s'avère insignifiant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Compatibilité des produits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site stocke principalement des produits manufacturés en bois ou plastiques. Les produits ou substances dangereuses et potentiellement inflammables (charbon, aérosols...) sont présentes en quantités très réduites (bien inférieur aux seuils de classement concernés).</p> <p>Ce point pourra faire l'objet d'une analyse plus précise au sein du porter à connaissance à venir. Pour ce qui concerne les aérosols, aucune réflexion particulière n'a été engagée afin d'améliorer les conditions de stockage malgré le fait que ce point particulier ait été abordé lors de la précédente inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit améliorer les conditions de stockage des produits aérosols présents sur son site</p>

par la mise en place d'une zone dédiée et des conditions adaptées (dispositifs de prévention des projections en cas d'incendie). Le suivi de quantité effectivement présente sur site doit être effectué quotidiennement et la zone de stockage doit être clairement identifiée et connue des services d'intervention en cas de sinistre. Le stockage de ce type de produits devra être inclus au dossier de mise à jour administrative du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3mois

N° 7 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le site ne stocke pas de liquides inflammables et ne dispose d'aucun stockage en masse. Il se compose de 4 cellules de 6000 m2 chacune séparées par des cloisons et portes coupe-feu. Les produits et équipements stockés sont placés sur des racks. L'ensemble des locaux bénéficie d'une système d'extinction automatique (sprinklage). Il n'est constaté la présence d'aucun mezzanine sur le site. L'atelier de charge des élévateurs est situé dans un local indépendant qui peut être totalement isolé au besoin.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Interdictions de stockage de certains liquides inflammables</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun liquide inflammable n'est stocké sur le site. L'examen des Fiches de Données Sécurité ne révèle la présence d'aucune substance relevant de la mention de danger H224.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Eclairage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 16</p>
--

Thème(s) : Risques accidentels, Eclairage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>[Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil]. Applicable à tous et au 1/01/23 pour les nouvellement soumis.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble du bâtiment et notamment les 4 cellules de stockage bénéficient d'un éclairage électrique équipé exclusivement de lampes à LED.</p> <p>Les dispositifs d'éclairage sont correctement disposés sur des zones protégées des heurts ou des chocs (partie sommitale du bâtiment).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des bâtiments est muni d'une détection incendie. Chaque cellule dispose de ce type de dispositif qui fait l'objet d'un essai de bon fonctionnement à minima à fréquence annuelle. Lesdits tests sont confiés à un organisme extérieur en l'occurrence la société "CHUBB" filiale de</p>

SICLI.

Aucun justificatif d'intervention au titre de l'année 2024 n'a pu être présenté en séance.

Concernant le système d'extinction automatique de type sprinkleur, il est contrôlé à fréquence semestrielle. Le dernier rapport de contrôle en date du 24 août 2023 identifie plusieurs anomalies (au nombre de 3) et mentionne une problématique de compatibilité de certains produits stockés (bobines de film plastique, aérosols...) avec le système de protection en place sur le site. Il préconise une demande à l'assureur pour acceptation de ces conditions particulières.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre, dès réalisation par l'organisme, le rapport de contrôle de bon fonctionnement de la détection incendie au titre de l'année 2024.

L'exploitant doit réaliser les actions correctives permettant de répondre aux observations relevées par l'organisme lors du contrôle du système d'extinction automatique de type sprinkleur. La compatibilité du système en place avec les matières stockées doit être garantie sans ambiguïté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3mois

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

Le porter à connaissance, permettant la réactualisation de la situation administrative du site et la prise en compte des conditions d'exploitation actuelle, comportera un calcul des besoins en eau pour lutter contre un événement majeur.

Le site dispose de 4 poteaux incendie privés, et 1 sur le domaine public à moins de 100 mètres des limites de l'emprise ICPE. Un mesurage des débits de ces ouvrages a été effectué par la société "CHUBB" en mars 2024. Excepté le poteau public d'un débit mesuré à 91 m³/h, les débits en fonctionnement simultané des autres bornes sont évalués en deça d'un débit de 60 m³/h (47, 20 et 30 m³/h). Le site bénéficie en outre de 153 extincteurs répartis sur l'ensemble de l'établissement vérifiés à fréquence annuelle par l'organisme "CHUBB", 36 RIA également vérifiés à fréquence annuelle, une réserve de 1400 m³ et deux réserve de 460 m³ pour l'alimentation du sprinklage.

Il appartient à l'exploitant de démontrer au sein du dossier de porter à connaissance précité que le volume disponible sur le site en eau d'extinction est suffisant.

Des exercices de défense incendie sont régulièrement organisés. Toutefois le formalisme des comptes-rendus doit être amélioré.

.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit réaliser des exercices de défense contre l'incendie à fréquence minimale de trois ans. Ils font l'objet d'un compte-rendu tenu à disposition des services de contrôle et conservé pendant 4 ans a minima.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30jours

N° 12 : Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; – l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; – les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; – la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; – les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; – les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; – le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; – la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; – la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; – la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; – les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; – les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à</p>

<p>disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun document démontrant l'existence d'un plan de défense incendie propre au site n'a pu être présenté en séance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit établir, en accord avec les termes de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, un plan de défense incendie adapté et cohérent aux activités effectivement effectuées sur son établissement. .</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3mois</p>

N° 13 : EDD intègre les produits de décomposition

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article 1.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, EDD intègre les produits de décomposition</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1.2.1. Informations minimales contenues dans les études de dangers</p> <p>Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement a fait l'objet d'une actualisation de son étude de dangers en 2015. Pour tenir compte des dernières évolutions des conditions d'exploitation et de la configuration actuelle du site, un nouveau calcul d'évaluation des flux thermiques sera inséré au dossier de porter à connaissance prochainement transmis aux services préfectoraux.</p> <p>Après analyse, l'exploitant mentionne que son établissement n'est pas concerné par des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie. Ce point devra être confirmé et démontré au sein du porter à connaissance.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article Annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une réactualisation de l'étude de dangers a été effectuée en 2015 et porte entre autres sur l'évaluation des flux thermiques générés par un événement majorant. Une nouvelle étude prenant en compte les conditions d'exploitation actuelles sera jointe au dossier, en cours de finalisation, de porter à connaissance qui sera transmis aux services préfectoraux.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite